

N° DEL 2014.06.04/094

VILLE DE BRIANÇON



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le **Mercredi 4 juin 2014** à 18h00 le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique dans la salle du 1^{er} étage de la CCB, sous la présidence de **Monsieur Gérard FROMM, Maire.**

CONVOCAATION

Date	28/05/2014
Affichage	28/05/2014

**NOMBRE DES MEMBRES
DU CONSEIL MUNICIPAL**

En Exercice	Présents	Procurations et Absents
33	29	4

THEME : SPORTS 4.

**OBJET : CONVENTION DE
MISE A DISPOSITION A
TITRE PRECAIRE ET
REVOCABLE D'UN
GARAGE DE LA BASE DE
CANOË-KAYAK A
L'ASSOCIATION
BRIANÇON FAMILY
KAYAK.**

Etaient Présents : GUERIN Nicole, POYAU Aurélie, DAERDEN Francine, PEYTHIEU Eric, GUIGLI Catherine, BOVETTO Fanny, DUFOUR Maurice, AIGUIER Yvon, JALADE Jacques, MARTINEZ Gilles, MARCHELLO Marie, DAVANTURE Bruno, PETELET Renée, DJEFFAL Mohamed, JIMENEZ Claude, PROREL Alain, MILLET Thibault, BOREL Jean-Paul, PONSART Marie-Hélène, CIUPPA Marcel, ROMAIN Manuel, FABRE Mireille, GRYZKA Romain, MONIER Bruno, MUHLACH Catherine, BREUIL Marc, ARMAND Emilie, DAZIN Florian.

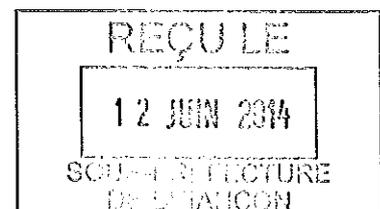
Etaient Représentés :

KHALIFA Daphné pouvoir à CIUPPA Marcel.
BRUNET Pascale pouvoir à PROREL Alain.
VALDENNAIRE Catherine pouvoir à GRYZKA Romain.
PICAT RE Alessandro pouvoir à DAZIN Florian.

Absents-Excusés :

KHALIFA Daphné, BRUNET Pascale, VALDENNAIRE Catherine, PICAT RE Alessandro.

Secrétaire de Séance : ROMAIN Manuel.



Rapporteur : Bruno DAVANTURE.

L'Association Briançon Family Kayak a pour but de pratiquer et de promouvoir la pratique sportive du canoë et du kayak.

Considérant la demande de l'association d'occuper des locaux adaptés à son objet social, la commune de Briançon décide de soutenir l'association dans la poursuite de ses objectifs en mettant gratuitement à sa disposition un garage situé dans la base de canoë-kayak, et ce, à titre précaire et révocable.

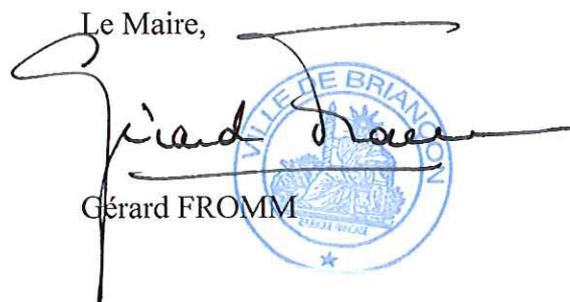
Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- D'accepter les propositions ci-dessus et d'approuver les dispositions de la convention de mise à disposition d'un garage de la base de canoë-kayak au profit de l'association «Briançon Family Kayak »,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un Adjoint ou un Conseiller Municipal Délégué, à signer, au nom et pour le compte de la commune toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POUR : 33
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,

Gérard FROMM



TRANSMIS LE 11 JUIN 2014
PUBLIÉ LE 11 JUIN 2014
NOTIFIÉ LE 16 JUIN 2014

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE D'UN GARAGE DE LA BASE DE CANOË-KAYAK

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La commune de Briançon, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Gérard FROMM, dûment habilité à la signature de la présente convention en vertu de la délibération n°DEL 2014.06.04/___ du conseil municipal en date du 04 juin 2014,
Ci-après dénommé sous le vocable « *la commune* »

D'une part

ET

L'association Briançon Family Kayak, ayant son siège social sis à BRIANÇON 05100 - 42 route du Col de l'Izoard, représentée par son Président en fonction, Monsieur Malik LOUNIS,
Ci-après dénommé sous le vocable « *l'occupant* »

D'autre part

PREAMBULE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'intérêt général de l'association Briançon Family Kayak ayant pour but de promouvoir, d'organiser et de gérer la pratique sportive du canoë et du kayak,

Considérant la demande de l'association Briançon Family Kayak d'occuper des locaux adaptés à son objet social,

Considérant que la commune de Briançon décide de soutenir l'association Briançon Family Kayak dans la poursuite de ses objectifs en mettant gratuitement à sa disposition les biens objets de la présente convention, il convient de régulariser entre la commune de Briançon et l'association Briançon Family Kayak une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable pour les locaux ci-après désignés.

IL EST CONVENTU ET ARRETE CE QUI SUIT :



Article 1 - Objet

La commune de Briançon met à la disposition de l'occupant qui l'accepte un garage attenant à la base de canoë-kayak de Briançon situé Avenue Jean Moulin.

Cette mise à disposition est consentie uniquement pour l'exercice des activités de l'association Briançon Family Kayak, conformément à ses statuts.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la commune de Briançon.

Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Il est expressément convenu :

- que si l'occupant cessait d'avoir besoin des biens objets de la présente convention, s'il les occupait de manière insuffisante ou s'il ne bénéficie plus des autorisations et agréments nécessaires à son activité, cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque ;
- que la mise à disposition des biens objets de la présente convention est subordonnée au respect, par l'occupant, des obligations fixées par la présente convention.

Article 2 - Etat

L'occupant prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'occupant déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Un état des lieux contradictoire sera établi entre les parties tel que défini ci-après à l'article 9.

L'occupant devra les tenir ainsi pendant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

L'occupant devra également nettoyer et entretenir à ses frais, de manière régulière, les biens mis à sa disposition, ce qu'il reconnaît et accepte.

Article 3 - Destination

Les locaux seront utilisés par l'occupant à usage exclusif de stockage de matériel de canoë-kayak.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement à cette destination, qui ne serait pas autorisé par la commune de Briançon, entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

L'occupant s'engage, en outre, à solliciter les autorisations et agréments nécessaires à la mise en œuvre de son objet social.

Article 4 - Durée et renouvellement

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de signature.

Elle sera renouvelable par reconduction expresse à la demande de l'occupant et sous réserve d'acceptation par la commune de Briançon.

Cependant la durée totale n'excèdera pas CINQ (5) ans.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés et les remettre en état à ses frais, le cas échéant.

A défaut, la commune de Briançon utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations et effets personnels de l'occupant.

Article 5 - Redevance

La présente mise à disposition à titre précaire et révocable est consentie à titre gratuit.

Article 6 - Charges, impôts et taxes

Les frais relatifs aux charges courantes (eau, électricité et chauffage) seront supportés par l'occupant, **ce qu'il reconnaît et accepte.**

Les impôts et taxes relatifs à l'activité de l'occupant seront supportés par ce dernier.

L'entretien, qui a pour objet de conserver les biens dans de bonnes conditions d'utilisation, et le nettoyage des biens mis à disposition seront à la charge pleine et exclusive de l'occupant qui le reconnaît et l'accepte.

Article 7 - Entretien et réparation

L'occupant devra aviser immédiatement la commune de Briançon de toute réparation à la charge de cette dernière dont il sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

En cas de grosses réparations jugées nécessaires par la commune de Briançon, l'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité de privation de jouissance.

Article 8 - Transformation et embellissement

Si des travaux devaient être réalisés par l'occupant, ils le seraient suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène. Ils devront en outre, dès le stade de leur projet, être soumis pour accord préalable à la commune de Briançon, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs. Tous les aménagements et installations faits par l'occupant deviendront, sans indemnité, propriété de la commune de Briançon à la fin de l'occupation, à moins que la commune ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Article 9 - Etat des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la remise des clés.

A défaut d'état des lieux, la présomption établie par l'article 1731 du Code Civil ne peut être invoquée par celle des parties qui a fait obstacle à son établissement.

Un état des lieux sera également établi contradictoirement par les parties lors de la restitution des clés.

Article 10 - Cession et sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droit en résultant est interdite.

De même l'occupant s'interdit de sous-louer tout ou une partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.

Article 11 - Assurance

L'occupant s'assurera auprès d'une compagnie d'assurances, notoirement connue et solvable, contre les risques en responsabilité civile d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tout risque locatif et recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des locaux confiés.

L'occupant devra s'acquitter du paiement des primes et en justifier chaque année par remise à la commune de Briançon de l'attestation.

L'occupant s'engage à aviser immédiatement la commune de tout sinistre.

Article 12 - Responsabilité et recours

L'occupant sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention de son fait, de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'occupant répondra des dégradations causées aux biens mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

Article 13 - Obligations générales

Les obligations suivantes devront être observées par l'occupant, de même que par les personnes qu'il aura introduites ou laissées introduire dans les lieux :

- ils s'interdiront tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens ;
- ils useront paisiblement de la chose occupée, avec le souci de respecter la tranquillité et le repos du voisinage ;

Article 14 - Visite des lieux

L'occupant devra laisser les représentants de la commune de Briançon, ses agents et ses entrepreneurs pénétrer dans les lieux mis à disposition pour visiter, réparer ou entretenir l'immeuble.

Article 15 - Résiliation

Etant entendu que cette mise à disposition est consentie à titre précaire et révoquant, la commune de Briançon est en droit de mettre fin à tout moment, sans avoir à se justifier du motif, à la présente convention. Le congé sera donné par courrier adressé en recommandé avec demande d'avis de réception. A réception, l'occupant disposera d'un délai de trois (3) mois pour libérer les lieux.

L'occupant pourra quand à lui résilier la présente convention à tout moment moyennant le respect d'un préavis de TROIS (3) mois, expédié soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise en main propre, au domicile élu.

Article 16 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 17 : Tribunaux compétents

Les contestations qui pourraient s'élever entre l'occupant et la commune de Briançon au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente seront de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 18 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour la signification de tous actes de poursuites, les parties font élection de domicile :

- pour la commune de Briançon : en l'hôtel de ville sis Immeuble « Les Cordeliers » - 1, Rue Aspirant Jan - 05100 BRIANÇON ;
- pour l'association Briançon Family Kayak : en son siège social sis à 42, Route du Col d'Izoard - 05100 BRIANÇON.

Fait à Briançon en quatre (4) exemplaires originaux, le

Pour l'association Briançon Family Kayak,
Le Président,

Le Maire,

Malik LOUNIS

Gérard FROMM